

[Prénom NOM]  
[Adresse postale complète]  
[Code postal – Ville]  
[Numéro fiscal à 13 chiffres]  
[Téléphone / Adresse email]

À l'attention du Service des Impôts des  
Particuliers  
[Adresse du SIP dont dépend le bien]

À [Ville], le [Date]

*Lettre recommandée avec accusé de réception*

**Objet : réclamation contentieuse relative à la taxe foncière [année] – avis n° [numéro de rôle]**

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e) [Prénom NOM], domicilié(e) à l'adresse susmentionnée, propriétaire du bien immobilier situé [adresse complète du bien concerné, références cadastrales section et numéro de parcelle], ai l'honneur de former une réclamation contentieuse à l'encontre de l'avis de taxe foncière de l'année [année] reçu le [date de réception].

Le montant mis en recouvrement s'élève à [montant] €. J'estime cette imposition erronée pour le motif suivant :

*[Exposer le motif de façon claire et chiffrée. Exemples : « la surface retenue par l'administration est de 120 m<sup>2</sup>, or la surface réelle habitable, attestée par le plan de géomètre joint, est de 98 m<sup>2</sup>. Cette différence entraîne une surévaluation de la valeur locative cadastrale. » / « L'exonération temporaire de deux ans prévue par l'article 1383 du CGI n'a pas été appliquée alors que le logement a été achevé le [date] et que la déclaration H1 a été déposée dans le délai légal. »]*

Conformément à l'article L.190 du Livre des procédures fiscales, je vous demande de bien vouloir procéder à la révision de mon imposition et au remboursement du trop-perçu, assorti des intérêts moratoires prévus à l'article L.208 du même code.

Vous trouverez ci-joint les pièces justificatives suivantes :

*[Liste des pièces jointes : copie de l'avis de taxe foncière, plan de géomètre, titre de propriété, attestation notariée, factures de travaux, etc.]*

Je vous précise que, conformément à l'article L.277 du LPF, je sollicite [le sursis de paiement du montant contesté / le paiement intégral de la taxe dans l'attente de votre décision].

Dans l'attente de votre réponse, dont le délai légal est fixé à six mois par l'article R\*198-10 du LPF, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

*[Signature manuscrite]*

